



DIRECTION DES LIBERTÉS
PUBLIQUES ET DE
L'ENVIRONNEMENT

BUREAU DE L'ENVIRONNEMENT

PREFECTURE DU TERRITOIRE DE BELFORT

REF ARRÊTE COMPLEMENTAIRE

ARRÊTE n° 200705210793

ARRÊTE COMPLEMENTAIRE au titre des Installations Classées
Société CEB (Constructions Electriques de Beaucourt)
Site « des Fonteneilles » à BEAUCOURT

Le Préfet du Territoire de Belfort
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU :

- le titre premier du Livre V du Code de l'Environnement et notamment ses articles L 511.1 et L 512-7 ;
- le décret n° 77.1133 du 21 septembre 1977 relatif aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement, et notamment ses articles 18 et 34-1 ;
- le décret n° 2005-1170 du 13 septembre 2005 modifiant le décret susvisé, et notamment son article 14-III ;
- la circulaire ministérielle n° BPSPR/2005-305/II du 18 octobre 2005 relative à la mise en œuvre des nouvelles dispositions introduites dans le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 concernant la cessation d'activité des Installations Classées – choix des usages ;
- l'arrêté préfectoral n° 2421 du 26 août 1949 autorisant les Etablissements JAPY Frères à BEAUCOURT à exploiter des ateliers de chromage des métaux, de forges, de décapage acide, de décolletage, de meulage, de fonderie, trempe, recuit ou revenu des métaux, de traitement de surface des métaux et d'application de vernis et peinture ;
- l'arrêté préfectoral n° 1024 du 25 septembre 1965 autorisant la Société de Mécanographie JAPY à exploiter un atelier de vernissage à l'usine « les Fonteneilles » à BEAUCOURT ;
- l'arrêté préfectoral n° 3776 du 21 novembre 1974 autorisant la Société Belfortaine de Mécanographie à exploiter deux unités de vernissage dans son usine « les Fonteneilles » à BEAUCOURT ;
- l'arrêté préfectoral n° 719 du 11 avril 1980 autorisant la Société ALSTHOM UNELEC à procéder à la restructuration de l'atelier d'application et de séchage de vernis de l'usine « les Fonteneilles » à BEAUCOURT ;

- le récépissé de changement d'exploitant en date du 30 mars 1984 au nom de la Société CEB (Constructions Electriques de Beaucourt) dont le siège social est situé B.P. 2 – 90500 Beaucourt ;
- le récépissé de déclaration du 20 octobre 1986 relatif à l'exploitation de 4 transformateurs contenant des PCB ;
- le récépissé de déclaration du 4 mai 1998 relatif à l'exploitation de compresseurs d'air et d'un atelier de charge d'accumulateurs ;
- le dossier de cessation totale d'activité déposé le 6 juin 2006 et complétant les éléments fournis le 30 juillet 1998 relatifs à la cessation des anciennes activités soumises à autorisation ;
- les conclusions de l'évaluation détaillée des risques (EDR), jointe au dossier de cessation d'activité ;
- le rapport de visite de l'inspection des Installations Classées en date du 30 janvier 2007 ;
- l'avis et les propositions du Directeur Régional de l'Industrie de la Recherche et de l'Environnement en date du 6 février 2007 ;
- l'avis du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques dans sa séance du 13 avril 2007 ;

CONSIDERANT

- que la Société CEB a cessé l'exploitation des activités de l'usine « des Fonteneilles » sise rue Frédéric Japy à Beaucourt avant le 1^{er} octobre 2005 et que de ce fait, les installations ne relèvent pas des nouvelles dispositions introduites par l'article 14-III du décret n° 2005-1170 du 13 septembre 2005 susvisé ;
- qu'il subsiste dans les locaux de l'établissement des installations et des produits ou déchets polluants ou dangereux à éliminer pour assurer la mise en sécurité du site ;
- que la mise à l'arrêt définitif des installations libère des terrains susceptibles d'être affectés à un nouveau usage, notamment dans le cadre du projet de reconversion et d'aménagement de la commune de Beaucourt ;
- que l'évaluation détaillée des risques jointe au dossier de cessation d'activité fixe plusieurs objectifs de réhabilitation en fonction des scénarios de reconversion et d'aménagement de la commune de Beaucourt, de façon à ce que le terrain une fois traité soit adapté à l'usage futur et à ce que le sol et le sous-sol ne présente pas d'inconvénients au regard des intérêts visés à l'article L 511.1 du Code de l'Environnement ;
- qu'il importe dès lors de connaître les mesures définitives prises ou prévues par l'exploitant pour assurer la protection des intérêts susvisés ;

Le pétitionnaire entendu ;

SUR proposition de M. le Secrétaire Général de la Préfecture du Territoire de Belfort ;

ARRÊTE

ARTICLE 1^{er} – MISE EN SECURITE DU SITE

La Société CEB (Constructions Electriques de Beaucourt) est tenue, sous un délai de trois mois à compter de la notification du présent arrêté, de remettre le site « des Fonteneilles » dans un état tel qu'il ne s'y manifeste aucun des dangers ou inconvénients mentionnés à l'article L 511.1 du Code de l'Environnement.

A cet effet, de procéder à l'évacuation et à l'élimination des produits et déchets dangereux présents sur le site notamment :

- deux cuves aériennes de fioul lourd et les matériaux souillés issus de la démolition des installations (cuves, ...),
- tous les fûts ou bidons (huiles, graisse, solvants, peinture),
- trois transformateurs à huile contaminée par du PCB,
- un appareil de radioscopie générateur de rayon X.

Les déchets doivent être éliminés dans des installations dûment autorisée à cet effet. Leur élimination doit être justifiée sur présentation des bordereaux de suivi des déchets industriels conformément aux dispositions du décret n° 2005-635 du 30 mai 2005 relatif au contrôle des circuits de traitement des déchets et des arrêté pris pour son application.

ARTICLE 2 – MEMOIRE DE REHABILITATION DU SITE

La Société CEB (Constructions Electriques de Beaucourt) est tenue, sous un délai de trois mois à compter de la notification du présent arrêté, de remettre un mémoire de réhabilitation du site, comprenant les sites dénommés n°1 et n° 4 dans le dossier de cessation d'activité, précisant les mesures prises ou prévues pour assurer la protection des intérêts mentionnés à l'article L 511.1 du Code de l'Environnement et comportant notamment :

- les mesures de maîtrise des risques liés aux sols éventuellement nécessaires,
- en cas de besoin, la surveillance à exercer,
- les limitations ou interdictions concernant l'aménagement ou l'utilisation du sol, accompagnée, le cas échéant, des dispositions proposées par l'exploitant pour mettre en œuvre des servitudes ou des restrictions d'usage.

Ce mémoire de réhabilitation intégrera sur la base d'une évaluation des risques complémentaire :

- l'éventuel traitement de la zone de plafond contaminée,
- l'étude de l'impact de la pollution du site sur la ressource en eau potable et l'éventuelle remise en service des anciens captages.

ARTICLE 3 – USAGE DU SITE

Le site est actuellement réservé à un usage industriel

Au vu du mémoire de réhabilitation prescrit à l'article 2, les travaux et les éventuelles mesures de surveillance nécessaires seront fixées par arrêté préfectoral pris dans les formes de l'article 18 du décret n° 77-1133 susvisé, compte tenu de l'usage futur retenu en tenant compte de l'efficacité des techniques de réhabilitation dans des conditions économiquement acceptables ainsi que du bilan des coûts et des avantages de la réhabilitation au regard des usages considérés.

ARTICLE 4 – NOTIFICATION

Le présent arrêté sera notifié à M. le Directeur de la Société CEB (Constructions Electriques de Beaucourt) - B.P. 2 – 90500 BEAUCOURT. Il sera affiché pendant un mois dans la mairie de Beaucourt.

Un avis sera inséré, par les soins du préfet au frais de l'exploitant, dans deux journaux locaux ou régionaux.

La présente décision peut être déférée au tribunal administratif.

Le délai de recours est de deux mois pour l'exploitant à compter de la date de notification du présent arrêté.

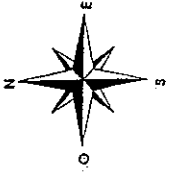
ARTICLE 5 – COPIE ET EXECUTION

Le Secrétaire Général de la Préfecture du Territoire de Belfort, le Maire de Beaucourt ainsi que le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement de Franche-Comté sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie sera également adressée :

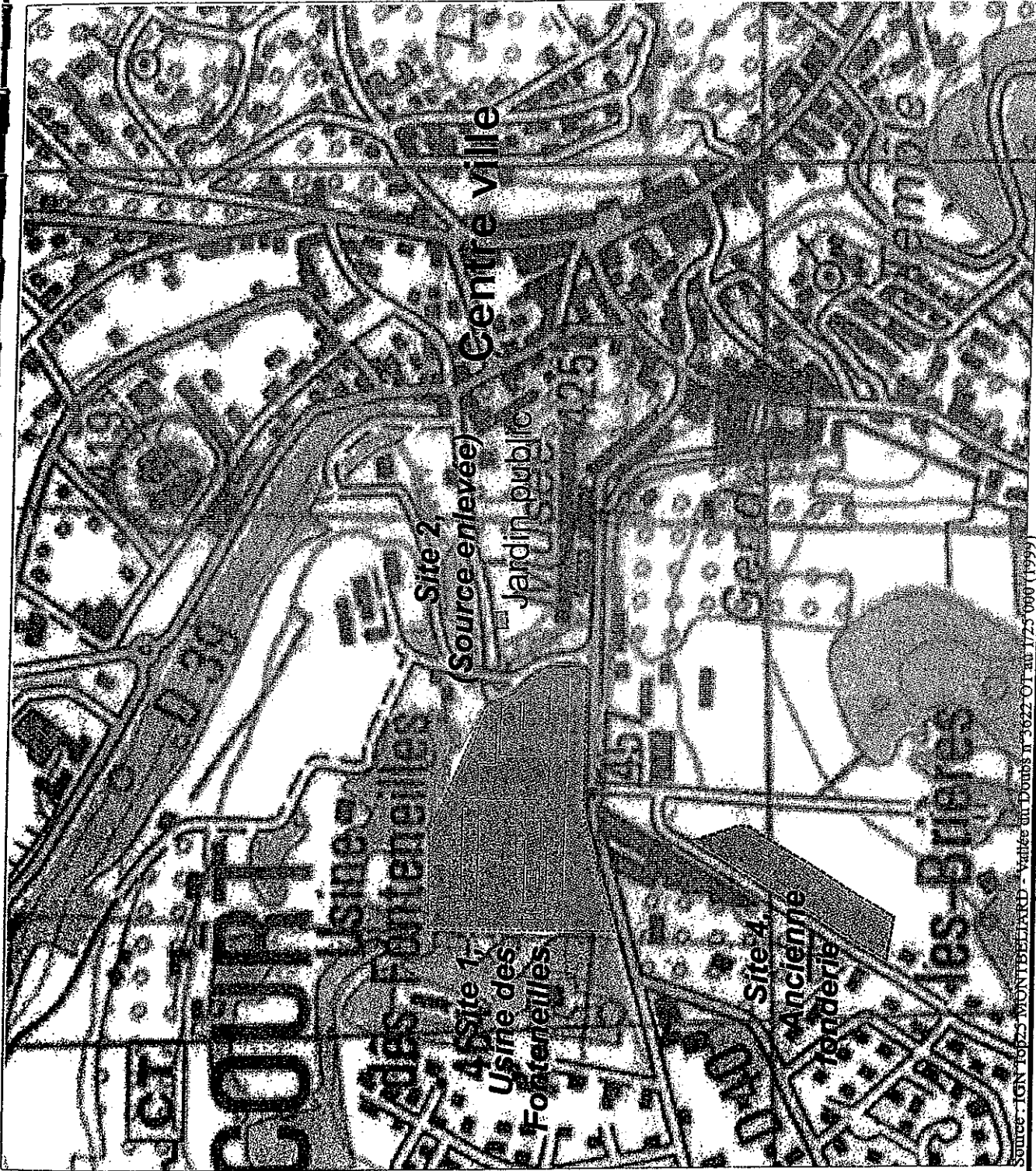
- au Maire de Beaucourt,
- au Directeur Départemental de l'Equipeement et de l'Agriculture,
- au Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales,
- au Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours,
- au Directeur Départemental du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle,
- au Chef du Service Interministériel de Défense et de Protection Civile,
- au Directeur Régional de l'Environnement,
- au Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement de Franche-Comté –
Groupe de Subdivisions Nord Franche-Comté - 4 rue des Chênes – Zone Industrielle - 90800 Argiesans.

Belfort, le 21 MAI 2007
LE PREFET

Philippe de LAGUNE



ANNEXE
à l'annexe n° 200705210793



ENVIRON

Leroy-Somer / CEB
Beaucourt, Territoire de Belfort, France
Figure 1: Localisation des sites

Client	EMERSON
Echelle	Cf. figure
Projet No	87STL053

Date	Mars 2005
Dessiné par	JFO